



Sommet mondial sur le développement durable 2002



Ministère des Affaires Étrangères
Ministère de l'Aménagement du
Territoire et de l' Environnement

MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES

CONTEXTE

'Le développement durable ne se produira pas tout seul... Nous devons mettre fin aux pratiques nocives du passé ainsi qu'à l'impasse politique qui régit un trop grand nombre de questions environnementales. ... **Les pays plus industrialisés devraient réexaminer leurs modes de consommation et de production...**' *Kofi Annan*, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, discours préparatoire au Sommet de Johannesburg, Mars 2001.

'La cause principale de la dégradation continue de l'environnement mondial est un schéma de consommation et de production non viable, notamment dans les pays industrialisés, qui est extrêmement préoccupant dans la mesure où il aggrave la pauvreté et les déséquilibres..'

C'est en ces termes que le [chapitre 4 de l'Agenda 21 de Rio](#) pointait en 1992, nos modes de vie, de production et de consommation comme non acceptables lorsque les besoins essentiels d'une grande partie de l'humanité ne sont pas satisfaits, et qu'ils mettent en péril à terme les stocks de ressources naturelles disponibles pour un développement équitable de l'humanité.

Les modes de vie des pays riches, associés à de nombreux phénomènes de gaspillage, imposent une surexploitation de ressources qui s'accompagne de contraintes considérables à l'environnement, en terme de pollution et d'épuisement des ressources non renouvelables... ceci alors que les groupes les plus défavorisés sont en revanche incapables de satisfaire leurs besoins en matière d'alimentation, de soins de santé, de logement et d'éducation.

SITUATION MONDIALE

► L'humanité en 'progrès' consomme toujours plus ...

Ces 10 dernières années, la consommation mondiale a augmenté annuellement de 2,9 % (évolution du PIB mondial) : cette augmentation de consommation concerne principalement la consommation alimentaire et énergétique, mais aussi les services telles que les transports (de biens, personnes, ...) et le logement. La croissance la plus marquante est celle des trafics routier et aérien : la flotte de véhicule à moteur a été multiplié par 2,6 entre 1970 et 1995,

alors que le trafic aérien était multiplié par 6. Les pays de l'OCDE comptent 81 % de la flotte automobile et 87 % de la flotte aérienne de la planète en 1995.

► La consommation n'est pas répartie équitablement entre habitants de la planète ...

20 % d'êtres humains vivant dans les pays riches se partagent 86 % de la consommation totale, contre une part infime (1,3 %) pour les 20 % d'êtres humains vivant dans les pays les plus pauvres ([Rapport mondial sur le développement humain](#)). Les pays riches sont ainsi responsables de 85 % de la consommation mondiale d'aluminium et de produits chimiques synthétiques ; de 80 % du papier, du fer et de l'acier ; de 80 % de l'énergie commerciale ; de 75 % du bois d'oeuvre ; de 65 % de la viande, des engrais et du ciment ; de 50 % du poisson et des céréales du monde entier ; et de 40 % de son eau douce. Les pays développés génèrent également la plupart des déchets chimiques dangereux : 96 % des déchets radioactifs et 90 % des chlorofluorocarbones (CFC) qui diminuent la couche d'ozone.

La consommation d'énergie par habitant des pays de l'OCDE est en moyenne 10 fois supérieur à celle des régions en développement, et presque 4 fois plus que la moyenne mondiale. La consommation annuelle d'essence par les automobiles rapportée au nombre d'habitants, reflète également cette disparité entre riches et pauvres : elle est de 31 litres en Afrique subsaharienne, de 50 litres en Asie, pour atteindre 427 litres en Europe occidentale et 1637 litres en Amérique du Nord.

La malnutrition persiste au Sud ... et les surplus alimentaires apparaissent au Nord. Malgré la surexploitation des ressources environnementales à l'origine de notre alimentation, près de 800 millions de personnes restent sous-alimentées au début du IIIème millénaire et la planète compte 75 millions de bouches supplémentaires à nourrir chaque année.

► Les stocks de ressources naturelles en lien avec l'augmentation de la demande alimentaires et agricole se déplacent

La surexploitation des ressources halieuthiques concerne près de 70 % des réserves mondiales des principales espèces.

L'intensification de l'exploitation agricole étaient en 1990 à l'origine de la dégradation de 38 % des 1,5 milliards d'hectares de surface cultivée de la planète (soit 562 millions d'hectares de terre) et cette dégradation se poursuit depuis 1990 à un rythme annuel de 5 à 6 millions d'hectares. 50 % des zones humides et 90 % des pâturages ([PNUD, World Resources 2000 – 2001, People and Ecosystems: the fraying web of life](#)) ont ainsi disparu au cours du dernier siècle, ainsi que de vastes surfaces forestières (leur surface passant de 11,4 km² par hab/ en 1970 à seulement 7,3 km²/hab actuellement) ([PNU, Global Environment Outlook 2000](#)). **La consommation mondiale en eau** augmente de 2 à 3 % par an, alors que l'utilisation des ressources en eau douce est déjà plus rapide que leur taux de renouvellement

▶ **La poursuite des tendances actuelles est inacceptable**

Poursuivre l'évolution actuelle de notre consommation signifie que **l'écart Nord Sud deviendrait un précipice** ... et qu'un **scénario catastrophique** se prépare pour notre planète : ... plus d'un milliard de véhicules sur les routes en 2025, contre 680 millions en 1997 (Fédération routière internationale) ; ... plus de cuivre dans 9,6 ans, plus de plomb dans 3,4 ans, plus d'aluminium dans 341 ans (provenant des réserves aujourd'hui connues) et 16 millions d'hectares de terres arables seraient perdus tous les ans....

ANALYSE

▶ **Faire évoluer les modes de consommation, de vie et de production des pays riches**

Au premier abord, il semble que seule la réduction massive de la consommation par les pays riches permettrait de loger, de vêtir, de nourrir, de soigner et d'éduquer la population mondiale, si l'on veut éviter une dégradation irréversible de la capacité du monde naturel à maintenir la vie.

Mais il est difficile de demander aux consommateurs et aux producteurs des pays riches d'accepter des réductions de 50 pour cent ou plus de leur consommation, il faut donc **partager de manière équitable** les ressources de l'environnement et ses facultés d'absorption des déchets et pollutions.

Si des efforts visant à développer les pratiques de recyclage, à mieux traiter et épurer les déchets produits par l'homme sont nécessaires et en cours, si des efforts de développement de technologies nouvelles plus efficaces (moins de ressources naturelles utilisées pour un même service, une même fonction, rendu(e), et plus propres (moins de rejets polluants pour un même service rendu) croissent, il n'en demeure pas moins que ce sont les modes de consommation et modes de vie eux même qu'il convient de remettre en question pour permettre :

- **une réduction au minimum de l'utilisation des ressources non renouvelables** (minéraux, combustibles fossiles,...) ;
- **une utilisation des ressources renouvelables de manière durable** (eau douce, terre, poissons...) ;
- **le maintien de nos activités dans les limites de la capacité de l'air, de la terre et de l'eau à absorber les déchets, pollutions et nuisances qu'elles génèrent ;**

- **la préservation de la diversité biologique de la faune et de la flore.**

▶ **Veiller à l'impact d'une consommation durable dans un contexte de mondialisation**

Nombre de producteurs de pays en développement tirent profit de l'engouement et la disposition à payer plus des consommateurs écologiquement avertis, ou des clients des réseaux de commerce équitable. De nouvelles opportunités de débouchés à leurs produits émergent et incitent à engager des procédures d'agrément pour l'éco-étiquetage, voire des certifications (ISO 14001). Les multinationales, sous la pression des consommateurs et du public, se préoccupent de plus en plus des conditions environnementales et sociales qui entourent leur activité, le socialement responsable devenant de mise et répercutent cette exigence sociétale sur leurs fournisseurs, dont une majorité se trouve dans les PED.

Ce phénomène est à la fois positif : il permet souvent la mise à niveau environnemental et social des entreprises des PED. Il peut également être négatif : en induisant une adaptation de l'appareil productif des pays en développement pour répondre aux attentes des marchés de consommation du Nord, à l'encontre d'une valorisation des savoir-faire et ressources endogènes, il rendrait alors les producteurs du Sud encore plus dépendants des marchés du Nord, et réduirait les capacités de production de biens adaptés aux marchés locaux.

DEFIS DE DEMAIN : VERS UNE CONSOMMATION ET UNE PRODUCTION DURABLES

▶ **Satisfaire aux besoins alimentaires sans déprécier irréversiblement les ressources naturelles** ([site FAO](#))

Un défi auquel le monde est actuellement confronté consiste à accroître impérativement la production vivrière pour répondre aux besoins d'une population croissante, tout en conservant les éléments de l'environnement sans lesquels la production accrue d'aliments ne peut être durable. La diversité biologique est le pivot des systèmes de production animale, végétale, fourragère, forestière et aquacole. La diversité biologique est nécessaire non seulement pour maintenir le bon fonctionnement de la biosphère, mais encore pour fournir les matières essentielles pour l'agriculture et pour d'autres services - fibres d'habillement, matériaux de construction, transport, médicaments, engrais et combustibles. Elle fournit aussi nombre de services qui sont à la base de la production vivrière, tels que la pollinisation, la formation des sols et la fertilité et la protection intégrée, ainsi que les facultés d'adaptation indispensables à la survie des plantes et des animaux dans un écosystème donné.

▶ **Revisiter le rôle de la consommation par rapport à la croissance**

Même si l'on s'accorde de plus en plus à reconnaître la nécessité de traiter les questions de consommation, on n'est pas encore parvenu à saisir toutes les incidences du problème. Certains économistes remettent en question les notions traditionnelles de croissance économique, soulignant la nécessité de poursuivre des objectifs économiques qui tiennent compte de la valeur du capital constitué par les ressources naturelles. Il faudrait **examiner plus en détail le**

rôle de la consommation par rapport à la croissance économique et à la dynamique de la population, de manière à pouvoir formuler des politiques internationales et nationales cohérentes.

► Gérer l'interface entre mondialisation et consommation durable

La mondialisation des marchés de consommation élargit les champs des possibles pour le consommateur, qui dispose d'un plus grand choix de biens et services. La mondialisation est également vecteur de diffusion rapide des nouvelles technologies et de nouveaux biens. En contrepartie, la mondialisation peut également s'avérer néfaste en matière de consommation et productions durables. Il convient d'en prendre conscience : il conviendra de réguler la mondialisation économique.

En effet, l'existence d'un marché mondial associée à l'augmentation du pouvoir d'achat d'une population de plus en plus riche et de plus en plus urbanisée entraînent une **homogénéisation des modes de vie** et la mondialisation pourrait être vecteur de modes de vie non durables. Ce phénomène est amplifié par l'avènement d'une publicité internationale, l'essor des communications électroniques et le large accès aux médias, qui alimentent la population mondiale avec des images d'une société de consommation fortement influencée par le modèle 'occidental'. Ce modèle 'occidental' est pris comme 'exemple' dans de nombreux pays en développement, au risque de plus en plus souvent d'entrer en conflit avec des habitudes culturelles fort différentes. Les modes de vie des pays en développement, qui ne représentent aujourd'hui que 20 % du PIB mondial, se tourne rapidement et inexorablement vers des habitudes alimentaires, de mobilité et de consommation de ressources naturelles 'occidentales', aujourd'hui pratiquées de façon écologiquement dispendieuse et inefficace puisqu'il exige des quantités importantes de ressources par habitant et produit tout autant des quantités croissantes de déchets.

La Commission du Développement Durable des Nations Unies ajoute: 'Les améliorations visant à une utilisation plus efficace des ressources et une réduction des déchets ont été entravés par l'utilisation persistante de techniques désuètes et par des modes de vie de consommateurs privilégiant le mobile, le commode, le jetable' (*Modification des modes de consommation, rapport au secrétariat général, avril – mai 2001*)

La mondialisation s'accompagne d'une **augmentation des transports** de marchandises et des voyages, donc une augmentation des émissions de CO2. On pourrait, à l'extrême, que la concurrence mondiale ne sape les politiques sociales et environnementales.

La demande des marchés mondiaux de produits alimentaires, agricoles ou autres, peut pousser à une utilisation excessive de produits agro-chimiques, des campagnes de pêches irrationnelles, ou l'exploitation non viable de forêts tropicales.

ELEMENTS DE REPONSES , ELEMENTS DE DEBAT

► Dynamique Internationale

Le débat international sur la modification des modes de consommation et de production se base sur le rapport du Secrétaire général des Nations Unies intitulé "[Examen d'ensemble de la modification des modes de consommation et de production](#)", établi dans le cadre d'Action 21, et sur divers travaux internationaux (Atelier sur la consommation dans un monde vivable de Kabelvåg (Norvège, 1998); Conférence sur les modes de consommation durables –Corée, 1999).

Les groupes de travail associant scientifiques, associatifs et institutions publiques proposent notamment les champs d'actions suivants :

- décourager les pratiques non viables et encourager les pratiques plus durables**, avec des mesures spécifiques à chaque pays (réglementations, instruments économiques et sociaux, politiques d'achat, accords et initiatives volontaires, etc.) ;
- internaliser les coûts écologiques**, en taxant plus fortement les modes de production et de consommation non durables, pour tenir compte des coûts écologiques et sociaux dans le prix des biens et des services... ceci en s'assurant de ne pas créer de distorsions, ou barrières commerciales, qui pourraient empêcher les pays en développement d'accéder aux marchés, et de ne pas continuer conjointement à subventionner des activités préjudiciables à l'environnement ;
- mieux discerner le rôle que jouent la publicité et les médias** dans l'adoption de modes de consommation et de production, et inciter ces deux secteurs à promouvoir du développement durable;
- éduquer le consommateur et faciliter l'accès à l'information**, pour sensibiliser le public au problème de la production et de la consommation durables, notamment les jeunes;
- améliorer la qualité de l'information relative aux conséquences que les produits et services ont sur l'environnement** et, à cette fin, encourager l'utilisation volontaire d'un éco - étiquetage et la transparence;
- continuer à affiner, valider et améliorer l'ensemble préliminaire d'indicateurs de consommation et de production durables mis au point dans le cadre du programme de travail de la Commission, en s'intéressant surtout à l'utilisation de ces indicateurs pour la formulation des politiques de développement, sans perdre de vue la situation et les besoins particuliers des pays en développement.

L'Europe et ses pays membres, dont la France, ont développé la [politique intégrée des produits \(PIP\)](#) dans la perspective d'une **amélioration continue de la performance environnementale des produits et services** dans un contexte de cycle de vie (1). En agissant à la fois sur l'offre et la demande, il s'agit d'encourager une réduction des impacts des produits sur l'environnement, depuis l'extraction des matières premières jusqu'au traitement en fin de vie. La mise en œuvre de la PIP implique un processus large de sensibilisation (producteurs, distributeurs, consommateurs, acheteurs publics et privés) et une appropriation de l'approche "cycle de vie" de la part des concepteurs (de produits et de services).

► Développer la production durable pour une dématérialisation de l'économie (cf fiche N° 4)

Produire durable (ou développer l'éco-efficacité et l'éco-efficience de l'économie), c'est adopter des procédés de production, concevoir et produire des produits qui respectent davantage l'environnement, par exemple en diminuant la quantité de matières et d'énergie utilisés pour les fabriquer, ou en revoyant la conception pour les rendre plus durables, recyclables et ainsi de suite.

► Développer la consommation responsable

Consommer de manière durable, c'est adopter un comportement de consommation responsable, qui respecte les ressources naturelles et les partage équitablement entre tous les humains, présents et à venir. La consommation durable, ce sont :

- **de nouvelles manières de satisfaire aux besoins** : en utilisant des services plutôt que des produits, par exemple le courrier électronique plutôt que le papier ; en laissant la voiture chez soi et en utilisant les transports en commun ; en utilisant une blanchisserie plutôt que d'acheter un lave linge ;
- **une réduction de la consommation** : en réduisant la consommation, soit volontairement, soit par la réglementation, par exemple en supprimant les produits à jeter comme les assiettes et mouchoirs en papier.
- **une redistribution de la consommation** : en taxant les utilisations inutiles du papier et en utilisant l'argent pour subventionner les utilisations essentielles.
- **une (r)évolution des pratiques d'achats**, en faveur des entreprises 'socialement responsables' et des produits issus du commerce équitable, de la production durable ; **une évolution des pratiques d'épargne et de placement** (fonds éthiques, cotations 'socialement responsables' comme ARESE, ...) ;

► Créer les conditions d'une mobilisation élargie : du producteur au consommateur, des acteurs publics aux acteurs privés en passant par les associations

Les gouvernements, les organisations internationales compétentes, le secteur privé et tous les autres grands groupes définis par Action 21 ont tous un rôle à jouer dans la modification des modes de consommation et de production non durables.

- **Consommateurs responsables** : Depuis le début des années 80, la sensibilité et l'information des consommateurs a permis au marché des produits écologiques de se développer. Les associations de consommateurs et d'usagers tentent d'apporter l'information utile pour permettre d'intégrer des critères environnementaux et sociaux dans les choix des habitants des pays de l'OCDE. : éco-étiquetage, commerce équitable, guide de la consommation durable et Viable pour les consommateurs
- **Mobilisations des Etats : chacun une lourde tâche** : **Les pays développés** ont aujourd'hui l'obligation et la lourde responsabilité de montrer l'exemple en s'employant à inverser les tendances en matière de consommation et de production non durables,

notamment celles qui constituent une menace pour l'environnement mondial. **Les pays en développement** ont pour priorités de lutter contre la pauvreté, en s'efforçant d'atteindre avec l'aide de la communauté internationale les paliers fixés lors des conférences et sommets des Nations Unies, et d'améliorer les niveaux de vie, notamment en satisfaisant les besoins vitaux et en réduisant le fardeau de la dette extérieure, en faisant tout leur possible pour éviter les dommages écologiques et les inégalités sociales, l'objectif étant de tendre vers un développement durable. **Les pays à économie en transition** ont pour tâche d'intégrer dans le processus de réforme des mesures visant à rendre les modes de consommation et de production plus viables et ont besoin pour ce faire de l'appui de la communauté internationale.

- **Entreprises et émergence du socialement responsable** : Les entreprises sont incitées à adopter des politiques socialement responsables : L' Initiative mondiale sur les rapports de performance représente un effort international des intéressés en vue de constituer un cadre d'action commun pour rendre compte de façon volontaire des aspects économiques, environnementaux et sociaux des activités, produits et services au niveau de l'entreprise.

Réseaux et organisations clés en matière de consommation et développement durable

- Portail de liens sur la consommation et la production durables (IISD): International Institute for Environment and Development, Environmental Economics Programme, Sustainable Consumption and Trade
- OCDE / Work Program on Sustainable Consumption and Production
- United Nations Conference on Trade and Environment, UNCTAD
- UNEP Working Group on Sustainable Product Development
- UNEP division of technology, Industry and Economics / Sustainable consumption activités
- World Business Council of Sustainable Development – WBCSD
- Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy
- Consumers International